MEZIANE MERIANE PORTE-PAROLE DU SNAPEST :

«Céder aux exigences des élèves crée une situation d'anarchie»

Réagissant aux incidents qui ont jalonné les épreuves du baccalauréat, le porte-parole du Syndicat national des professeurs et enseignants du secondaire et technique (Snapest) explique que la situation résulte du fait que le ministère de l'Education nationale a toujours «répondu favorablement aux caprices des élèves.» Pour le syndicaliste, la tutelle doit prendre ses responsabilités.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour le porte parole du Snapest, les incidents et cas de tricheries enregistrés suite à la lecture des sujets de mathématiques et de philosophie expriment un problème sociétal.

«Cela démontre d'une volonté de tout obtenir dans la facilité et sans efforts. Les sujets donnés sont incontestablement de niveau du baccalauréat et c'est tout à notre honneur.

Seulement, le ministère de l'Education a toujours répondu favorablement aux caprices des élèves», a déclaré Meziane Meriane.

S'estimant indigné par les incidents graves enregistrés au niveau des centres d'examen, le porte-parole du Snapest expliquera que la tutelle a cédé devant des exigences récoltant ainsi une situation d'anarchie.

«Il y a deux ans, ils ont demandé à ce que soit supprimée l'approche par compétence, ils ont eu ce qu'ils voulaient, de même pour le seuil des cours à réviser avant le bac, là aussi, le ministère devant la pression de la rue a cédé aussi», a déclaré Meziane Meriane, qualifiant les incidents et les cas de fraude d'impardonnables et d'injustifiés. «Le ministère de l'Education nationale doit prendre ses responsabilités, sévir et aller vers des sanctions.»

Il notera aussi que les sujets contestés par les candidats existent dans l'intervalle du seuil des cours arrêté. «Des trabendistes manipulent chaque année les candidats et des sujets qui n'ont rien à voir avec le bac sont vendus à 10 000 dinars, cela explique notamment la frustration et le stress de certains élèves.»

Concernant les sujets du bac, Meziane Meriane notera qu'ils ont été élaborés selon les capacités d'un élève moyen.

«Des élèves ayant quitté les salles d'examen et même les centres ont été autorisés à les réintégrer et à continuer l'examen, où va l'école ?» s'est interrogé le porte-parole du Snapest, précisant que les élèves qui révisent réussissent automatiquement.

Pour sa part, M. Nouar coordinateur national du Cnapest expliquera que le ministère de l'Education a manqué de fermeté devant les incidents enregistrés lors des épreuves du bac, évoquant un laisser-aller, au détriment du bon déroulement des examens et d'un enseignement de qualité.

Evoquant les cours de soutien et les enseignants qui orientent les révisions des élèves, le coordinateur national du Cnapest dira que le programme scolaire doit être dispensé dans sa totalité dans les établissements scolaires.

F.-Z. B.

Meriane se dit indigné par les graves incidents enregistrés dans les centres d'examens.

BACCALAURÉAT 2013

Accalmie avant le stress de l'attente des résultats

Au quatrième jour du baccalauréat, les candidats se sont penchés sur le sujet d'histoire et géographie. Ils pourront ainsi souffler avant la longue attente précédant l'annonce des résultats. Après les perturbations qui ont jalonné les épreuves de mathématiques et de philosophie, un semblant de calme a régné hier au niveau des centres d'examen.

Après quatre journées de stress et de concentration, les candidats au bac ont passé, hier, les épreuves d'histoire et de géographie. Après l'épreuve d'aujourd'hui, ils auront une période de répit jusqu'au prochain 7 juillet prochain, jour de l'annonce officielle des résultats. Le moins que l'on puisse dire est que l'examen du baccalauréat a connu des perturbations cette année.

Les candidats de la filière sciences au deuxième jour des épreuves ont buté sur le sujet des mathématiques, alors que ceux de la filière lettres ont protesté, parfois violemment, le jour de l'épreuve de philosophie.

En effet, avant-hier, des incidents ont été enregistrés dans un grand nombre de centres d'examen sur le territoire national, les candidats ayant exprimé leur mécontentement devant le sujet de philosophie, et ont même eu recours au copiage.

Les candidats, pour la plupart, ont affirmé ne pas avoir révisé les leçons concernées. Les enseignants ont, eux, expliqué cette situation par le fait que les candidats au bac sont orientés par certains enseignants en leur dispensant des cours sur des leçons qui, selon eux, seront programmées à l'examen du bac.

Pour sa part, le ministère de l'Education a minimisé les choses, préférant parler d'incidents négligeables et de situations dues au stress, devant la pression de l'examen. Au premier jour des épreuves du baccalauréat, le ministre de l'Education nationale avait déclaré qu'il n'y avait pas de fuite de sujets et qu'au vu de l'année scolaire écoulée, il s'attend à de bons résultats pour cette édition. Ceci sans s'avancer sur un quelconque pourcentage.

Au cours des années passées, les responsables du secteur avaient annoncé des pourcentages en hausse du taux de réussite au bac, imputant cela à une réussite de la réforme.

F.-Z. B.

CYBER-SÉCURITÉ

Les entreprises seules n'y peuvent rien

«Il faudrait que le gouvernement reconnaisse la cyber-sécurité comme l'une de ses missions et en définisse une stratégie nationale parce que si chaque entreprise se dote séparément de sa propre stratégie pour contrer les cyber-attaques, cela mènerait plutôt à la faillite.», a estimé M. Abdelaziz Derdouri hier en marge du «CyberSec 1», premier séminaire de la cyber-sécurité organisé par son entreprise SSRI à l'hôtel Hilton.

Le principal objectif du «CyberSec 1» étant la sensibilisation quant à l'importance de la sécurité informatique. M. Derdouri a insisté sur la prévention et recommandé de suivre l'exemple des Etats-Unis dont le gouvernement définit les règles applicables par toutes les entreprises en matière de sécurité. «L'Etat doit se doter d'un organisme de surveillance qui veillerait à l'application de la stratégie nationale.», a-t-il ajouté.

Le gouvernement qui prône depuis des années déjà le développement des technologies de l'information et de la communication doit ainsi réfléchir, selon le même interlocuteur, à mettre en place, dès maintenant, un plan décrétant ce qu'il faut faire en cas d'éventuelles cyber-attaques. «Même si le taux de pénétration d'internet est faible, personne ne peut garantir que nous sommes à l'abri de ce genre d'attaques. De même que le développement des TIC et la téléphonie mobile nous exposera davantage à de tels risques. D'où l'importance de la sensibilisation», a-t-il conclu.

Bref, le séminaire a vu se succéder au pupitre un nombre d'experts nationaux et étrangers pour communiquer sur le sujet. Citons Alain Zidouemba (expert Sourcefire) qui a donné deux conférences pour souligner l'«obsolescence des anti-virus et des pare-feu face aux cyber-menaces modernes», John Koch (expert de Crypto AG) qui a donné une conférence sur «les modèles d'organisation de la sécurité E-GOV et les crypto-systèmes mis en œuvre par les Etats pour faire face aux intrusions», Mehdi Derdouri de SSRI qui a donné une conférence sur les mesures préventives.

L. H.

Les surveillants, l'autre côté du miroir

A un jour de la fin des épreuves, le baccalauréat figure toujours dans le fil de l'actualité du moment avec en première ligne, l'état des candidats au sortir des centres d'examen et leur évaluation des sujets proposés. Seul bémol, l'épreuve du bac nécessite également des milliers de surveillants dont le sort, scellé d'avance, ne semble toucher personne et surtout pas ceux pour qui ils sont mobilisés.

Et si le baccalauréat est considéré comme une épreuve, souvent délicate, à laquelle des milliers de lycéens et candidats libres se préparent tout au long de l'année, il est une facette de cet examen que peu de personnes envisagent comme aussi pénible et laborieuse que l'examen lui-même, la surveillance mais aussi toute l'administration et l'organisation des centres qui plongent des milliers de fonctionnaires dans une semaine de travail et de fatigue, soldée par une rémunération de misère.

Abla est enseignante dans une école primaire à Bouira, rencontrée à la sortie de son centre de surveillance, situé à El Hachimia, elle nous raconte son périple de surveillante du bac : «Ma journée commence à six heures du matin, comme je travaille à Oued El Berdi, j'ai été affectée au centre d'examen d'El Hachimia, à 25 kilomètres de Bouira où je réside. Après une lutte quotidienne avec les transporteurs afin qu'ils daignent enfin démarrer, nous arrivons à destination à temps pour rejoindre nos salles. Commence alors le travail qui se résume à se tenir debout aux côtés des quatre autres collègues, l'œil aux aguets et l'esprit alerte durant trois à quatre heures et demie d'affilée. Cela, ajouté au fait d'être constamment épiés par des observateurs auxquels nous devons des comptes en cas de bruit ou de geste suspect d'un candidat. S'impose ensuite la pause interminable qui s'étale de midi à quinze heures et durant laquelle, nous prenons un repas improbable servi dans des plateaux à la propreté douteuse aux côtés des candidats que nous venions juste de surveiller. Puis tous, sans exception, après cette halte cantine, nous cherchons un coin d'ombre pour passer une journée qui n'a pas fini de s'achever. La période de l'après-midi s'écoule aussi lourdement que la matinée ; nous prions que les candidats ne tardent pas, juste avant qu'il n'y ait plus de bus pour nous ramener chez nous»

Une mobilisation qualifiée d'excessive par des enseignants, las de ne jamais avoir leur mot à dire dans l'organisation de ces épreuves qui comptent un grand nombre d'heures de travail rémunérées à près de 3 500 DA la semaine ; une broutille comparée aux dépenses de transport et parfois de nourriture qui s'imposent, ajoutés à la fatigue et au stress de journées entières de labeur.

Des enseignants qui se sentent lésés et oubliés par toutes les instances censées se soucier de leur sort. «En tant qu'enseignants du cycle primaire, nous nous sentons de toutes parts honnis ; autant par les syndicats qui ne cherchent que les intérêts des enseignants du secondaire et du moyen, que de la part de nos responsables qui nous relèguent à chaque session au second plan dans la surveillance des classes ; les profs de lycée sont souvent surveillants principaux et nous nous retrouvons à chaque fois "subalternes" de nos collègues. Par ailleurs, toute l'organisation des épreuves doit changer et évoluer en prenant en compte les vrais besoins des enseignants qui doivent être considérés non pas comme des administrés mais comme des partenaires à part entière ! »

H. B.